



des regroupements provinciaux
d'organismes communautaires et bénévoles

Quelques engagements des principaux partis politiques sur des enjeux d'intérêts pour les membres de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

Document produit à l'intention des membres de la Table dans le cadre de la campagne électorale 2014

Ce document réunit des informations issues des plateformes électorales et autres documents contenant les engagements politiques de chacun de partis, au 19 mars 2014.

Les partis sont présentés en ordre alphabétique. Les sujets abordés pour chacun varient.

Les références à la campagne en cours *Je tiens à ma communauté > je soutiens le communautaire* sont surlignés en jaune.

Table des matières

1. Coalition Avenir Québec : page 2
2. Option nationale : page 6
3. Parti libéral du Québec : page 8
4. Parti Québécois : page 10
5. Québec solidaire : page 14

1. Coalition Avenir Québec

Documents supplémentaires :

Cadre financier : http://coalitionavenirquebec.org/wp-content/uploads/2014/03/Cadre-financier-6-mars_Coalition-Avenir-Quebec.pdf

Plateforme électorale : http://coalitionavenirquebec.org/wp-content/uploads/2014/03/Plateforme-Electorale_FINAL.pdf

Les engagements (dans les documents de l'élection 2014)

Fiscalité

- Diminuer le fardeau fiscal des familles¹
- Abolir la taxe santé²
- Réduire les taxes³
- Réviser les crédits d'impôts aux entreprises / subventions⁴
- Indexer les tarifs des services de garde (et annuler la hausse à 9\$)
- Lutter contre la corruption⁵
- Limiter à l'inflation des hausses des tarifs d'électricité annoncées par le gouvernement du Parti québécois⁶

Éducation

- Dépister rapidement les problèmes d'apprentissage et d'offrir les ressources spécialisées pour les aider
- Ne pas laisser à eux-mêmes les jeunes vivants des difficultés d'apprentissage
- Faire de l'école un milieu de vie pour augmenter le sentiment d'appartenance
- Réviser les normes relatives à l'intégration des élèves ayant des besoins particuliers, entre autres par un resserrement des critères de classement des élèves
- Lutter contre l'intimidation scolaire et la cyberintimidation

¹ La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics soutient qu'il faut revoir la fiscalité afin qu'elle soit plus juste. L'engagement de la CAQ n'est pas assez précis à savoir si c'est envisagé en ce sens

² Revendications de plusieurs membres de la Table, de la Table, de la Coalition solidarité santé et de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

³ La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics soutient que les taxes sont des formes de fiscalités régressives. Par contre la Coalition appuie les taxations sur certains biens et produits (de luxe ou polluants par exemple). L'engagement de la CAQ n'est pas assez précis à savoir si c'est envisagé en ce sens

⁴ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

⁵ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

⁶ La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a aussi des revendications en lien avec HQ

Laïcité

- Interdire le port de signes religieux visibles chez les directeurs d'écoles, les enseignants, les employés de l'État en position d'autorité
- exiger que les employés de l'État offrent leurs services à la population à visage découvert et que le citoyen désireux de recevoir un service public de la part d'un employé de l'État le fasse à visage découvert
- ne pas obliger les établissements d'enseignement de fournir des locaux de prière
- rappeler que le principe inaliénable de l'égalité entre les hommes et les femmes devra toujours éclairer les tribunaux dans les cas de demandes d'accommodements religieux
- reconnaître des symboles et objets religieux traditionnels du Québec comme faisant partie de l'histoire du Québec et de sa culture matérielle
- assurer l'autonomie des municipalités quant aux mesures d'accommodement qu'elles souhaiteront mettre en place
- proposer l'adoption d'une charte; créer une politique de gestion de la diversité culturelle
- ne pas hésiter à recourir à la clause dérogatoire de la Constitution canadienne

++ Dans son document adopté en conseil de fondation (avril 2012)

Éducation

- Faire de l'éducation sa priorité
- Abolir les commissions scolaires
- Assurer une plus grande autonomie des établissements et mieux arrimer leur offre de services aux besoins de leur milieu
- Revaloriser et professionnaliser la fonction d'enseignant (rémunération, choix des méthodes pédagogiques, ordre professionnel des enseignants, obtention de la permanence, évaluer la performance globale des enseignants)
- Fixer comme objectif un taux de diplomation de 80% d'ici 2020
- Faire du problème du décrochage scolaire un élément central de l'action de l'ensemble du réseau scolaire et lui donnera les moyens requis pour atteindre cet objectif
- Ajouter des ressources professionnelles, tant pour les élèves en difficulté que pour les élèves en grande facilité d'apprentissage
- Reconnaître à sa juste valeur l'importance de la formation professionnelle et technique
- Favoriser les stages en entreprises et les programmes d'alternance travail-études
- Assurer une meilleure maîtrise du français et de l'anglais par les jeunes Québécois
- Abolir le cours d'Éthique et culture religieuse au primaire
- Ajouter le cours « Économie, finances personnelles et entrepreneurship »
- Revoir les normes relatives à l'intégration dans les classes dites régulières des élèves ayant des besoins particuliers
- Encourager l'augmentation des groupes répondant plus spécifiquement aux besoins des élèves ayant des besoins particuliers et augmenter les ressources spécialisées

Santé

- Un médecin de famille pour chaque Québécois
- Abolir les agences de santé et de services sociaux pour donner plus de pouvoirs et de responsabilités aux 95 CSSS et autres établissements de santé, et recentrera les fonctions du Ministère sur ses missions de base
- Modifier le mode de financement des établissements du réseau de la santé selon le volume tout en prenant en compte les centres universitaires
- Abolir la règle des 15 ans concernant les brevets des médicaments⁷
- Modifier les règles relatives au renouvellement des ordonnances sur une période de 3 mois
- Développer un projet-pilote en vertu duquel des médecins pourraient être rémunérés par le secteur privé à la condition d'avoir accompli un nombre d'heures suffisant dans un établissement public
- Créer des cliniques spécialisées affiliées au réseau public pour certaines chirurgies ambulatoires
- Effectuer un virage technologique dans le domaine des soins de santé

Famille

- Compléter le développement du réseau de garderies au Québec (attribution des permis par un mécanisme clair et transparent, nouvelles places subventionnées en priorité dans les milieux défavorisés, assurer un suivi de l'application des programmes éducatifs, indexer le coût des places du réseau des garderies à contribution réduite selon l'indice du coût de la vie, horaires plus flexibles, encadrer le droit à la grève et le droit de lock-out et de protéger les droits des parents.

Aînés

- Prioriser les soins à domicile en matière de services aux personnes âgées (augmenter les budgets consacrés aux soins à domicile et au maintien à domicile des personnes âgées, incluant le soutien apporté aux aidants naturels, mesures de monitoring des fonctions physiologiques, règles d'accès et de financement de l'hébergement et du soutien à domicile pour tenir compte des besoins réels et des capacités fonctionnelles des clientèles, réévaluation périodique des budgets consacrés aux soins à domicile pour répondre à l'augmentation des besoins causés par le vieillissement de la population. Aussi : accroître le nombre et la fréquence des inspections et la formation des intervenants, avoir des mesures d'imputabilité des dirigeants concernant la qualité des soins, obliger les CSSS à faire rapport annuellement au MSSS sur les dépenses des sommes prévues aux budgets destinés aux aînés.
- Mettre en place une politique intégrée de conciliation retraite-travail
- Simplifier la déclaration de revenus pour les personnes âgées de 65 ans
- Mettra en œuvre l'ensemble des recommandations contenues dans le rapport du 22 mars 2012 de la Commission spéciale Mourir dans la dignité.
- Respectera le principe de l'équité intergénérationnelle dans sa gestion des finances publiques. Il priorisera ainsi le remboursement de la dette, mais sans exclure les mesures de réduction des impôts des particuliers, notamment ceux des familles de la classe moyenne, lorsque l'état des finances publiques le permettra

⁷ Depuis, la règle de 15 ans a été abolie

Transparence, intégrité, démocratie

- Créer un poste de Commissaire à l'intégrité de la vie publique
- Augmenter le niveau de responsabilisation et d'imputabilité de l'ensemble des organismes et des employés de la fonction publique et des sociétés d'État, notamment Hydro-Québec, et ce, en vue de dégager des gains d'efficacité et d'améliorer la qualité des services en rationalisant les processus administratifs.
- Prévoir des élections à date fixe⁸
- Augmenter la représentativité des associations de travailleurs en exigeant la tenue de votes au scrutin secret

Communautaire

- Rien d'annoncé⁹

⁸ Déjà adopté par le PQ mais non respecté

⁹ Aucun engagement en lien avec le communautaire et aucune mention du mot « communautaire » dans les documents disponibles.

2. Option nationale

Documents supplémentaires :

Plateforme: <http://www.optionnationale.org/images/Plateforme-ON-2014-03-04.pdf>

Les engagements

Fiscalité

- Réformer la fiscalité dont lutte à l'évasion fiscale, révision des paliers d'imposition, la taxation de certains produits particuliers, un impôt successoral progressif et l'instauration d'un impôt minimum pour les grandes sociétés¹⁰

Éducation

- Regrouper les agences de la santé, les commissions scolaires et les conférences régionales des élus
- Instaurer la gratuité scolaire de la maternelle au doctorat
- Faire de la réussite scolaire une priorité nationale (activités parascolaires, les sports et la culture, orientation de carrière, etc.)
- Mettre en place d'un système de stages et de placement
- Rehausser de 16 à 18 ans, ou obtention d'un premier diplôme professionnel, l'âge de l'instruction obligatoire
- Renforcer l'enseignement de l'histoire nationale et politique du Québec
- Encourager l'apprentissage d'une deuxième langue
- Préparer davantage les étudiants du secondaire à la vie sociale et économique
- Instaurer une période quotidienne d'éducation physique et à la santé
- Augmenter les budgets alloués à l'alphabétisation

Santé

- Regrouper les agences de la santé, les commissions scolaires et les conférences régionales des élus
- Réaffirmer le caractère public et universel du système de santé québécois¹¹
- Accéder, pour chaque québécois, à un médecin de famille
- Faire de la prévention et de l'action sur les déterminants de santé une priorité nationale
- Élargir le rôle des professionnels en soins infirmiers
- Élargir le rôle des pharmaciens
- Créer Pharma-Québec pour freiner la hausse du coût des médicaments au Québec¹²

¹⁰ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

¹¹ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et de la Coalition solidarité santé

¹² La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a aussi des revendications en lien avec les médicaments

- Élargir le rôle du personnel ambulancier
- Améliorer l'accessibilité des maisons de naissance et des services offerts par les sages-femmes sur l'ensemble du territoire

Autres

- Restreindre l'accès des lobbys aux instances gouvernementales

Communautaire

- Rien d'annoncé.

3. Parti libéral du Québec

Documents supplémentaires :

<http://www.plq.org/>

Notes

- Le PLQ n'a toujours pas sorti de plateforme; il lance des engagements quotidiennement.

Parmi les annonces des derniers jours :

Aînés

- Préserver l'autonomie des personnes âgées
- Aider les personnes âgées à demeurer propriétaires
- Accompagner les proches aidants
- Investir dans les services et les soins à domicile

Santé

- Abolition de la taxe santé¹³
- Réviser le mode de financement du réseau de la santé (financement à l'activité, volume de soins donnés par l'établissement, productivité, qualité des services offerts, suivi du patient, favoriser une augmentation du volume d'activités pertinentes dans différents secteurs - laboratoires, radiologie, hospitalisation)
- Diminuer la bureaucratie du système de santé (exiger de chaque établissement, agence, MSSS et organismes de déposer un plan de réduction de 10 % sur trois ans)
- Offrir un meilleur accès aux soins et aux services de santé (directement dans les services aux patients, optimisation - gains d'efficacité, en organisant mieux avec qualité)
- Faire mieux au niveau des médicaments¹⁴ (ententes avec les fabricants, usage optimal du médicament, réduction du prix pour les génériques)
- Favoriser la création de 50 super-cliniques, ouvertes 7 jours sur 7 avec une équipe multidisciplinaire et différents services disponibles sur place

Éducation

- Réduire la bureaucratie (moins d'administration au MELS, abolition des directions régionales) tout en permettant plus d'autonomie pour les écoles
- Investir dans les services aux élèves

¹³ Revendications de plusieurs membres de la Table, de la Table, de la Coalition solidarité santé et de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Rappel : la taxe santé a été instaurée par le PLQ

¹⁴ La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a aussi des revendications en lien avec les médicaments

- Prioriser la lutte contre le décrochage scolaire (aide aux devoirs dans toutes les écoles primaires et étendre au secondaire, soutien des projets issus de la communauté tel le CRÉPAS, diagnostic hâtif chez les jeunes montrant des difficultés et intervention rapide avec nombre adéquat de spécialistes)
- Développer un milieu de vie attrayant, sain, stimulant et enrichissant dans les écoles (lutte contre la violence et l'intimidation, régler les problèmes de qualité de l'air dans les écoles, possibilité d'offrir des vocations spécialisées et de développer des activités parascolaires, inciter les écoles à mettre en place des programmes communautaires de bénévolat, technologies numériques)
- Renforcer l'apprentissage des langues

Famille

- Tarifs des services de garde indexés
- Réductions d'impôt pour les contribuables de la classe moyenne¹⁵
- Réduction du poids de la dette via Fonds des générations

Communautaire

- Rien d'annoncé.

¹⁵ La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics demande la mise en place de 10 paliers d'imposition ce qui permettrait à 87% de contribuables (principalement la classe moyenne) à payer moins d'impôts

4. Parti Québécois

Document supplémentaire

Plateforme : http://pq.org/statique/PQ_plateforme_2014_NB.pdf

Notes :

- Concernant la santé, le programme du PQ (et non la plateforme) précise que « Pour préserver un système de santé public universel, performant, accessible et qui offre des services de qualité, le Québec devra relever plusieurs défis importants au cours des prochaines années et il doit être clair que la solution passe par une efficacité accrue et une consolidation des services publics et non par un recours au privé. Le tout, en évitant le recours aux mesures coûteuses que sont l'achat de services à des centres médicaux spécialisés privés, aux agences privées de placement de personnel, aux partenariats public-privé et à la sous-traitance. ».
- Toujours dans son programme (et non sa plateforme), le PQ souligne qu'il relancera une véritable stratégie de prévention du suicide, fera une priorité de la lutte contre le cancer, revalorisera les CLSC, poursuivra la formation et l'accès à des groupes de médecine familiale et favorisera le rapprochement des GMF et des CLSC, formera davantage de super-infirmières, permettra aux pharmaciens de prescrire/prolonger/renouveler les prescriptions, modulera le financement des établissements de santé en fonction des services rendus, luttera contre les pénuries de personnel, écartera toute politique de tarification à l'acte ou toute autre forme de taxation régressive, mettra en place une politique d'encadrement des coopératives de solidarité santé, adoptera une véritable stratégie de lutte contre le racisme et la discrimination, s'attaquera à la discrimination systémique en emploi en mettant en place des mesures de sensibilisation et d'éducation dans les milieux de travail, augmentera les allocations versées pour l'intégration à l'emploi des personnes handicapées, facilitera la vie des personnes handicapées, introduira une obligation légale aux promoteurs immobiliers ne prévoyant pas une part réservée aux logements sociaux dans leur projet de contribuer à un fonds de financement du logement social et coopératif, soutiendra davantage les organismes communautaires oeuvrant à l'intégration des personnes immigrantes à la société et au monde du travail, s'attaquera à la discrimination systémique envers les femmes en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes dans tous ses programmes/politiques/ministères/instances, encouragera la parité dans les conseils d'administration des entreprises privées, favorisera la participation des femmes à la vie politique scolaire/municipale/nationale;

Dans sa plateforme

Laïcité

- Adopter le PL60 (égalité femmes-hommes, neutralité religieuse de l'État)

Fiscalité

- Poursuivre la lutte contre l'évasion fiscale

Transparence, démocratie

- Moderniser la loi d'accès à l'information et la loi sur le lobbyisme

Éducation

- Prioriser la persévérance scolaire en matière d'éducation (politique nationale de lutte contre le décrochage scolaire – effort milieux défavorisés / primaire / garçons). À noter que dans le programme du parti, on peut lire aussi que le PQ réduira la taille des classes, augmentera le nombre de professionnels et d'employés de soutien, prévoira des mesures de soutien aux élèves, augmentera les activités sportives dans les écoles, favorisera les liens entre les CJE et le réseau de l'éducation et le réseau de la santé et des services sociaux, favorisera l'apprentissage de l'anglais, appliquera une tolérance zéro face à la violence et l'intimidation à l'école et donnera des moyens et des outils aux intervenants scolaires pour l'application, modifiera les règles de financement des écoles privées, cessera de subventionner les écoles privées axées essentiellement sur l'enseignement de la religion et fondées sur l'appartenance confessionnelle; allégera les structures scolaires, en particulier le ministère de l'Éducation, valorisera la formation professionnelle et la formation continue, lancera un vaste chantier d'alphabétisation, analysera l'opportunité d'implanter dans les milieux défavorisés la maternelle quatre ans
- Réinvestir dans le système universitaire (accessibilité, viabilité...)
- Valoriser la formation professionnelle (accessibilité en régions)
- Adopter une politique nationale d'éducation aux adultes et de formation continue

Santé

- Poursuivre la révision du rôle des agences de la santé et des services sociaux
- Adopter une politique nationale de prévention en santé (promotion saines habitudes de vie, amélioration des milieux de vie). Le programme est plus détaillé que la plateforme puisqu'il souligne qu'il y aura lutte contre la malbouffe (campagne – dont dans les écoles, nouvelles réglementations et taxe sur des produits néfastes), la sédentarité (campagne sur bienfaits de l'activité physique, augmentation de l'activité physique à l'école et incitatifs fiscaux encourageant l'activité), le tabagisme (campagne contre le tabagisme, accessibilité des moyens pour arrêter, moratoire sur nouveaux produits visant les jeunes) et les infections transmises sexuellement (cours spécifiques portant sur l'éducation à la sexualité)
- Adopter une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique
- Intensifier la prévention de la toxicomanie chez les jeunes de niveau secondaire
- Doter le système de santé de balises claires pour protéger l'accès aux services et d'encadrer les frais accessoires abusifs
- Adopter un plan d'action en santé mentale
- Assurer l'équité interrégionale dans l'offre de santé afin de rapprocher les soins du lieu de résidence des patients
- Implanter le financement axé sur les patients
- Adopter le projet de loi 67, la Loi sur l'assurance autonomie
- Adopter le projet de loi 52, la Loi concernant les soins de vie
- Déployer la politique nationale de lutte contre l'itinérance et un plan d'action en la matière

Famille- jeunes - femmes

- Agir pour la prévention de la négligence dans les familles à risque et de violence familiale, afin de prévenir les homicides intrafamiliaux et les crimes dits d'honneur
- Améliorer l'accès aux services de dépistage et d'intervention précoce de l'autisme et des déficiences, et bonifier l'offre d'activités de jour afin de favoriser le maintien des acquis pour les personnes de 21 ans et plus ayant une déficience ou un trouble du spectre de l'autisme
- Améliorer les infrastructures d'accueil et de soutien des jeunes en difficulté
- Accroître la participation sociale des personnes handicapées (accès aux services, intégration à l'emploi, soutien aux parents et aux proches)
- Adopter une politique jeunesse en tenant compte des besoins des jeunes, des enjeux qui les concernent et des défis à venir (lutte contre l'intimidation, entrepreneuriat jeunesse, programme volontaire de service à la communauté, recrutement dans la fonction publique, équité intergénérationnelle)
- Élaborer et déployer une stratégie de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le cyberspace
- Poursuivre les actions en matière de prévention et de lutte contre les gangs de rue + nouveau plan d'action
- Compléter le réseau des services de garde (guichet unique, conciliation travail-famille-études avec horaire flexible, haltes-répit pour enfants handicapés dans les CPE, soutien aux familles adoptantes). Dans le programme du parti, on souligne que le PQ « appuiera davantage les organismes communautaires de soutien aux familles, implantera des maisons de naissance dans toutes les régions du Québec et en assurant l'accès à une sage-femme sur tout le territoire du Québec »
- Proposer un plan d'action pour prévenir et contrer l'exploitation sexuelle, ainsi que pour venir en aide aux femmes qui veulent quitter le milieu de la prostitution
- Accentuer les efforts pour prévenir et à contrer la violence commise à l'endroit des femmes/enfants
- Augmenter le nombre de femmes travaillant dans l'industrie de la construction (accès, intégration, rétention)

Aînés

- Mettre en œuvre le plan d'action gouvernemental « Vers des régimes de retraite équitables et durables », afin d'assurer la pérennité des régimes à prestations déterminées
- Améliorer le sort des personnes retraitées. Le programme souligne que le PQ adoptera une politique sur le vieillissement et les aînés, mettra en place des mesures visant le signalement de violence, soutiendra le développement de places dans les centres d'hébergement, assurera la qualité des soins et des services dans tous les milieux, instaurera des mesures de contrôle et de suivi de la qualité des soins

Communautaire et logement

- Proposer politique d'habitation adaptée et coordonnée aux besoins nouveaux en matière de logement
- Construire 15 000 logements abordables au cours des 5 prochaines années
- Soutenir la construction de logements sociaux pour des personnes en situation d'itinérance

- Aider les propriétaires de maisons affectés par différents problèmes de contamination
- Engagement 33 : « Pour le Parti Québécois, les organismes communautaires sont des partenaires essentiels pour l'atteinte d'une solidarité de proximité. Nous croyons que nous devons mieux aider ceux qui aident les gens. Nous sommes déterminés à : hausser le financement des organismes communautaires ; déployer un plan d'action en matière d'action communautaire et bénévole ; améliorer l'accès à des avantages sociaux pour les travailleurs du milieu communautaire ; poursuivre la mise en place d'un programme d'acquisition et de rénovation d'immeubles à vocation collective (PARIC). »

Discrimination, immigration

- Adopter une nouvelle loi sur l'immigration et instaurer une nouvelle façon de choisir les personnes immigrantes, basée sur une déclaration d'intérêt
- Soutenir l'apprentissage du français aux enfants allophones
- Mettre en œuvre des pratiques novatrices de francisation des travailleurs étrangers temporaires
- Soutenir davantage les projets favorisant l'intégration et la francisation des parents immigrants
- Viser une pleine et entière reconnaissance des personnes LGBT et des familles homoparentales, et intensifier la lutte contre l'homophobie

Autres

- Instaurer un mécanisme de révision systématique de l'ensemble des services publics
- Augmenter la contribution du secteur de l'économie sociale (mettre en œuvre le plan d'action en économie sociale prévu par la Loi sur l'économie sociale)

5. Québec solidaire

Documents supplémentaires

Plateforme : http://www.quebecsolidaire.net/wp-content/uploads/2014/03/QS-Plateforme_courteFR.pdf

Plateforme

Fiscalité

- Ajouter des paliers d'imposition¹⁶
- Réviser l'impôt des entreprises¹⁷
- Rendra les aides fiscales conformes aux priorités mises de l'avant par Québec solidaire
- Combattre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale¹⁸
- Rétablir la taxe sur le capital des sociétés financières¹⁹

Famille

- Créer toutes les places requises en CPE et donner au CPE les budgets nécessaires
- Mettre en place une commission itinérante sur la petite enfance
- Retirer progressivement le financement des garderies à but lucratif
- Développer de nouveaux modes de garde
- Assurer régime universel d'allocations familiales
- Élargir l'assurance parentale
- Exclure les pensions alimentaires pour enfants des revenus considérés dans le calcul de diverses formes d'aide financière²⁰

Éducation

- Éliminera tous les frais facturés pour la fréquentation d'une école publique
- Améliorer les ressources des écoles en milieux défavorisés;
- Développer des activités parascolaires gratuites
- Améliorer le système d'aide financière aux études.
- Encourager les projets pédagogiques élaborés démocratiquement par les communautés et ouverts à tous les élèves
- Réduire le nombre d'élèves par classe et augmenter les services aux élèves
- Aidera la famille, l'école et le milieu communautaire à réaliser ensemble des projets pour la persévérance scolaire et contre l'intimidation
- Organiser et financer un plan national d'alphabétisation avec les écoles et le milieu communautaire

¹⁶ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

¹⁷ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

¹⁸ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

¹⁹ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

²⁰ Revendications de longue date de la FAFMRQ que la Table a appuyée dans une action passée

- Offrir une aide financière et professionnelle aux jeunes et aux adultes qui retournent aux études
- Transférer au réseau public les subventions données aux écoles privées
- Adopter un plan national pour rénover et entretenir les écoles publiques

Santé

- Garantir des soins de santé et des services sociaux publics, universels, gratuits, de qualité et de proximité, 24 heures sur 24 (réseau complet cliniques multidisciplinaires dont CLSC renforcés, soutien à domicile élargi, médecin de famille pour chaque personne; sage-femme, mesures concrètes pour mettre fin à la privatisation dans le système)
- Limiter le coût des médicaments et les rendra accessibles (assurance-médicaments publique et universelle, Pharma-Québec)²¹
- Augmenter le salaire minimum
- Adopter une politique globale en itinérance (budgets suffisants pour intervenir dans tous les domaines, lutte contre la judiciarisation, obligations aux ministères d'étudier l'impact de leurs mesures sur les personnes les plus vulnérables et s'assurer que personne n'est exclu des programmes proposés)

Emploi

- Adoptera des mesures d'incitation et d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes.
- Fera du Régime des rentes du Québec un régime de retraite public et universel (avec travail autonome et le travail invisible inclus, rentes prédéterminées et indexées)
- Remplacer aide sociale par revenu minimum garanti

Communautaire et logement

- Construera 50 000 logements sociaux et autres mesures logement (accès à la propriété, délais traitements causes des locataires, registre des baux, lutte contre la spéculation) immobilière et foncière)
- 1.24 Soutien au secteur communautaire
Pour reconnaître le rôle essentiel des organismes communautaires, Québec solidaire :
 - a. respectera l'autonomie de leur organisation;
 - b. augmentera peu à peu le financement de leur mission de base (dans le cadre financier, on parle d'une nouvelle sortie d'argent de 360 millions)

Démocratie, transparence

- Créer un organisme indépendant, impartial et transparent de surveillance et d'enquête sur la police
- Abrogera l'article 500.1 du Code de la sécurité routière et tout règlement municipal limitant abusivement la liberté de réunion pacifique protégée par la loi (dont P-6 à Montréal)

²¹ Revendications de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics